



COMMUNIQUÉ
Paris, le 17/03/2022

DÉGRADATION DE LA QUALITÉ DES ROUTES : « 40 MILLIONS D'AUTOMOBILISTES » DÉNONCE L'IMMOBILISME DE L'ÉTAT ET LES CONSÉQUENCES DÉSASTREUSES SUR LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE.

Dès 2015, l'association « 40 millions d'automobilistes » alertait les pouvoirs publics sur la lente et inexorable dégradation du réseau routier français, avec pour principale conséquence l'augmentation du risque d'accident pour les usagers. En effet, le projet de loi *relatif à la sécurité des infrastructures et systèmes de transport* rappelle que 47 % des accidents comportent des facteurs se rapportant à l'infrastructure ; autrement dit, dans près d'un accident sur 2, la mauvaise qualité de la route ou de ses équipements sont en cause.

Un rapport publié le mois dernier par la Cour des Comptes révèle que malgré ce fait désormais bien connu des autorités comme du grand public, la situation est loin de s'améliorer en France. La qualité du réseau routier national et départemental continue à se dégrader d'année en année, en raison du manque de moyens humains, techniques, matériels et financiers mobilisés par l'État depuis la décentralisation opérée au début des années 2000.

Aujourd'hui, mercredi 16 mars 2022, l'association « 40 millions d'automobilistes » dénonce l'immobilisme de l'État et se joint à la Cour des Comptes pour demander la mise en œuvre des réformes et des budgets nécessaires à la préservation et à la rénovation du patrimoine routier français, garant de la sécurité des usagers.

En 2012, la France figurait en tête du classement du Forum économique mondial pour la qualité de ses infrastructures routières. En 2015, elle était passée à la 7^{ème} place ; en 2019, elle était reléguée au 18^{ème} rang.

« Ce qu'il s'est passé entre 2012 et 2019 ? C'est très simple : rien ! Malgré les alertes répétées formulées par différentes institutions et organismes (dont la Cour des Comptes, dès 1992 !), l'État français a continué à négliger l'entretien de ses routes secondaires et fait comme si cela n'allait avoir aucune conséquence économique ou sociale. Mais on voit bien que toutes ces années d'immobilisme ont favorisé l'accélération de la détérioration des routes et rendu encore plus difficile leur maintenance et leur remise en état, parce que pour 1 € qui n'a pas été engagé au moment opportun, lorsqu'il était encore possible de réaliser des interventions mineures, ce sont jusqu'à 10 € qui doivent être investis aujourd'hui pour éviter que la même route tombe en ruines » rappelle Pierre CHASSERAY, délégué général de « 40 millions d'automobilistes ».

Outre les coûts financiers et économiques, la dégradation des infrastructures routières a évidemment des conséquences dramatiques sur l'accès à la mobilité et la sécurité des usagers qui empruntent le réseau.

« Dans un rapport daté de juin dernier, la Cour des Comptes exposait que la politique de sécurité routière, pour être réellement efficace, devait reposer sur le triptyque 'comportement-réglementation-infrastructure'. Les Sages de la rue Cambon ont démontré que si les 2 premiers items avaient fait l'objet d'un traitement plus que poussé de la part de la Sécurité routière, le troisième avait été dangereusement délaissé. Le nouveau rapport publié en mars ne fait qu'enfoncer le clou et rappeler l'importance – à tous points de vue – de travailler à la rénovation

des routes les plus endommagées, de maintenir à un niveau acceptable l'état de l'infrastructure routière dans son ensemble et de réaliser les investissements nécessaires à l'amélioration des équipements et aménagements de sécurité, de façon à construire une route résiliente, une route qui pardonne les erreurs », conclut Daniel QUÉRO, dirigeant de l'association.



CONTACT PRESSE :

Pierre CHASSERAY
presse@40ma.net

Tél. : 07 78 21 24 47



www.fil-conducteurs.com



@40MA – 40 millions d'automobilistes
@PChasseray – délégué général



www.40millionsdautomobilistes.com



À propos de « 40 millions d'automobilistes » 40 millions d'automobilistes est une association d'intérêt général, porte-parole des automobilistes raisonnables et défenseur de leurs intérêts. Elle est active tant sur le plan national qu'europpéen. Elle intervient dans l'ensemble des débats de fond liés à l'usage de l'automobile face aux grands enjeux sécuritaires et environnementaux, pour adapter et préserver l'automobilité, facteur indispensable à la croissance économique et à la qualité de vie des ménages.
www.40millionsdautomobilistes.com